**Formulaire 59.10**

20 No

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

(Division de la famille)

Entre : [copier l’en-tête uniforme]

[nom complet, y compris le(s) deuxième(s) nom(s)] Le requérant

et

[nom complet, y compris le(s) deuxième(s) nom(s)] L’intimé

**Réponse**

**À :** [nom du requérant]

**Contestation des demandes, faits et allégations**

Les demandes présentées dans la requête en divorce ne sont pas contestées, sauf les suivantes :

[*Aucune demande présentée dans la requête n’est contestée, et l’intimé ne dépose cette réponse que pour présenter une demande*. /Indiquer les demandes qui sont contestées.]

Les faits et allégations présentés à l’appui de la requête en divorce ne sont pas contestés, sauf les suivants :

[*Les faits et allégations présentés à l’appui de la requête en divorce sont reconnus*. /Indiquer les faits et allégations qui sont contestés.]

**Corrections concernant les détails indiqués dans la requête**

La requête en divorce présente correctement les détails à propos des enfants issus du mariage [./*sauf* indiquer les corrections.]

Par ailleurs, la requête présente correctement les détails de toute entente pertinente, et des instances et ordonnances connexes [./*sauf* indiquer les corrections.]

L’intimé souhaite corriger d’autres déclarations figurant dans la requête comme suit : [*aucun* /indiquer les corrections.]

**Demandes présentées par l’intimé en vertu de la *Loi sur le divorce***

L’intimé sollicite les mesures réparatoires suivantes en vertu des articles suivants de la *Loi sur le divorce*: [supprimer ce qui ne s’applique pas]

€ divorce (art. 8)

€ responsabilité décisionnelle (art. 16)

€ temps parental (art. 16) [sélectionner une réponse]

* soin primaire (plus de 60 % du temps)
* temps partagée (entre 40 et 60 % du temps)
* autre

€ pension alimentaire pour enfants (art. 15.1)

* révision administrative des pensions alimentaires pour enfants (art. 25.1)

€ pension alimentaire du conjoint (art. 15.2)

€ autre : [décrire] .

**Demandes présentées par l’intimé en vertu d’un autre texte législatif**

L’intimé présente une demande en vertu du texte législatif suivant pour les mesures réparatoires suivantes : [supprimer ce qui ne s’applique pas]

€ La loi intitulée *Matrimonial Property Act,* dans le cadre d’une des demandes suivantes*:*

€ possession exclusive du foyer matrimonial (art. 11)

€ partage des biens (art. 12)

€ autre [donner des précisions, p. ex., art. 13, art. 18]

€ Les lois intitulées *Pension Benefits Act*, *Pension Benefits Division Act*, ou tout autre texte de loi permettant le partage des prestations de retraite

€ La loi intitulée *Change of Name Act* pour la modification du nom enregistré

€ Autre : [décrire] .

**Motif de divorce accompagné des précisions nécessaires** [supprimer s’il n’y a pas de requête en divorce]

Il y a eu rupture du mariage des parties, plus particulièrement : [supprimer ce qui ne s’applique pas]

€ Les parties vivaient séparément depuis [jour, mois et année] , vivaient séparément au moment de l’introduction de l’action, et auront vécu séparément depuis un an au moins à l’issue de cette action.

€ Le requérant a commis l’adultère, et il n’y a eu ni pardon ni connivence de la part de l’intimé.

€ Le requérant a soumis l’intimé à de la cruauté physique ou mentale qui rend intolérable le maintien de la cohabitation, et il n’y a eu ni pardon ni connivence de la part de l’intimé.

**Pas de réconciliation** [supprimer s’il n’y a pas de requête en divorce]

Il n’y a aucune possibilité de réconciliation entre les parties.

**Pas de conduite répréhensible** [supprimer s’il n’y a pas de requête en divorce]

Il n’y a pas eu de connivence entre les parties en vue de cette réponse.

**Documents justificatifs**

L’intimé dépose les documents suivants à l’appui de la réponse :

€ déclaration parentale

€ état des revenus

€ état des dépenses spéciales ou extraordinaires

€ état des circonstances représentant des difficultés excessives

€ état des dépenses

€ état des biens

€ affidavit de [nom]

€ autres affidavits et documents [donner des précisions]

Une copie de chaque document doit vous être délivrée avec cette réponse.

**Coordonnées**

L’intimé désigne l’adresse suivante :

Les documents délivrés à cette adresse seront présumés reçus par l’intimé sur délivrance.

**Déclaration et attestation**

Je déclare que les déclarations figurant dans la présente réponse sont, à ma propre connaissance, véridiques ou fondées sur des renseignements qui m’ont été fournis et que j’estime véridiques, et je certifie que je suis au courant de mes obligations en vertu des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce,* c’est-à-dire :

1. Je dois exercer toute responsabilité décisionnelles ou temps parental qui m’est attribué à l’égard de l’enfant/des enfants issu(s) du mariage d’une manière compatible à l’intérêt supérieur de l’enfant/des enfants;
2. Au mieux de mes capacités, je dois protéger l’enfant/les enfants issus du mariage des conflits découlant de cette instance;
3. Dans la mesure où cela est approprié, je dois tenter de résoudre les problèmes visés par cette instance en ayant recours à tout mécanisme de règlement des litiges familiaux;
4. Je dois fournir des renseignements complets, exacts et à jour comme l’exige la *Loi sur le divorce*, dans le cadre de cette instance et en vertu d’une ordonnance de la cour; et,
5. Si je fais l’objet d’une ordonnance rendue en vertu de la *Loi sur le divorce*, je dois suivre et respecter cette ordonnance jusqu’à ce qu’elle cesse d’avoir effet.

Signé le 20

Signature de l’intimé

Nom en caractères d’imprimerie :

**Attestation de l’avocat** [supprimer si vous n’êtes pas représenté par un avocat]

Je soussigné, en ma qualité d’intimé, certifie que je me suis conformé aux exigences de l’article 7.7 de la *Loi sur le divorce*.

Signature de l’avocat

Nom en caractères d’imprimerie :

**Attestation du fonctionnaire de la cour**

Je certifie que cette réponse a été déposée auprès de la cour le 20 .

Fonctionnaire de la cour